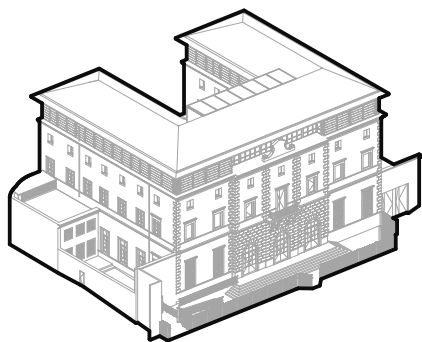





PIÈCES ÉCRITES

24011-JUS - MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA SÉCURISATION DU PALAIS DE JUSTICE MASSERIA À AJACCIO



MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA SÉCURISATION DU PALAIS DE JUSTICE MASSERIA À AJACCIO

Tribunal Judiciaire d'Ajaccio
20000 AJACCIO

 MINISTÈRE DE LA JUSTICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	MAITRISE D'OUVRAGE	Ministère de la Justice Secrétariat Général - Service de l'Immobilier Ministériel Délégation interrégionale d'Aix-en-Provence	350, avenue du Club Hippique 13096 CEDEX 2 Aix-en-Provence vianney.dupommier@justice.gouv.fr 06 12 03 33 79	M. Dupommier Vianney vianney.dupommier@justice.gouv.fr 06 12 03 33 79
 ATELIER MATERIA ARCHITECTURE - URBANISME	ARCHITECTE MANDATAIRE	Atelier Materia	49 cours Napoléon 20000 Ajaccio contact@ateliermateria.com 04 95 78 83 11	Aramu Pierre-Yves - Architecte Associé 04 95 78 83 11 06 09 49 29 89
 FGI Ingénierie <i>génie thermique - ventilation - climatisation</i>	BET FLUIDE SSI	FGI	Z.A. Baléone Centre 20167 AFA fgi.contact@orange.fr 04 95 71 18 49	M. Fieschi Hervé - Ingénieur hf.fgi@orange.fr 06 14 09 08 80

INDICE	N°	DATE	INFORMATIONS
1		15/02/2025	Diffusion initiale
2		26/02/2025	Remarques MOA

Charte chantier faible nuisance

Phase : PRO	Date : 26 Février 2025	Localisation : -	Format : A4	E-008
Indice : 2	Émetteur : Atelier Materia	Type : PE	Échelle :	



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

DÉMARCHE CHANTIER PROPRE

24011-JUS - TRAVAUX POUR LA SÉCURISATION DU PALAIS DE JUSTICE MASSERIA - AJACCIO

1/ OBJECTIFS DU CHANTIER	2
2/ CHAMP D'ACTION	2
3/ MODALITES DE MISE EN PLACE ET DE SIGNATURE	2
4/ CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE	2
5/ RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION	4
6/ ORGANISATION DU CHANTIER	4
7/ INFORMATION DES RIVERAINS DU SITE	5
8/ INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER	5
9/ LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS	5
10/ LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL	6
11/ LIMITATION DES POLLUTIONS DE PROXIMITE	6
12/ GESTION ET COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS	7
13/ VISITES DE CHANTIER	9
14/ GARANTIES ET PÉNALITÉS	9
SIGNATURE	10
ANNEXES	11



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

1/ OBJECTIFS DU CHANTIER

Un chantier propre et par conséquent respectueux de l'environnement s'exprime dans l'ensemble des champs d'intervention d'un chantier, et pour tous type d'opération.

En considération du cycle de vie complet d'un bâtiment, le chantier est une période courte, il constitue, avec la déconstruction, une source importante d'atteintes à l'environnement qu'il convient de prendre en compte.

L'enjeu de la démarche est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP et du lieu, La charte de chantiers propres et à faibles nuisances a pour objectifs principaux :

- d'en améliorer leur gestion afin d'en limiter les nuisances : pollutions, trafic, bruits, odeurs,...
- d'améliorer les conditions de travail en le sécurisant et en limitant les risques : acoustique, poussières, hygiène, santé, sécurité, droit du travail,
- de gérer efficacement les déchets, de leur réduction à la source à leur valorisation et aux filières d'élimination,
- de limiter l'impact du chantier notamment par la réduction des consommations d'eau, le traitement des effluents, la récupération des eaux de pluie.
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier

2/ CHAMP D'ACTION

Cette charte de chantier concerne tous les acteurs du bâtiment : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, architecte, entreprises générales, coordinateur SPS, entreprises process et du second œuvre, sous-traitants, éliminateurs déchets.

3/ MODALITES DE MISE EN PLACE ET DE SIGNATURE

La charte de chantier propre et à faibles nuisances est partie intégrante des pièces contractuelles, entre la commune concernée par le projet, la maîtrise d'Ouvrage, la maîtrise d'Œuvre, et les entreprises, auxquelles elle est attenante. Elle s'impose à tous les signataires, aux co-traitants et aux éventuels sous-traitants. Elle traduit la volonté de chacun de réduire les nuisances de chantier et d'assurer la sécurité par le respect des objectifs définis dans l'article 1.

3.1/ Modalités de mise en place :

La charte chantier propre fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. Cette charte de chantier s'imposera au titulaire du marché, à ses cotraitants éventuels et à ses sous-traitants. Les entreprises chiffreront dans leur offre les dispositions contractuelles de la présente charte, même si celles-ci ne sont pas appelées au CCTP.

3.2/ Signature de la charte chantier propre :

La charte chantier propre sera signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage. La signature s'opérera à la mise au point des marchés.

4/ CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

4.1/ Programmation

La réussite de l'opération et le bon déroulement du chantier sont assujettis à une bonne préparation avant le début des travaux.

Un calendrier prévisionnel des principales actions, doit être établi afin d'identifier les étapes clés de l'évolution des travaux et de prévoir en conséquence les grands changements en matière d'organisation du chantier à faibles nuisances (collecte des déchets, réductions des nuisances sonores, trafic, ...). La fin de la phase gros-œuvre et démolition constitue notamment une première étape avec des changements logistiques importants qu'il convient d'identifier et de bien prendre en compte.

4.2/ Rôle de la maîtrise d'ouvrage

Il influe fortement le déroulement du chantier. Il affiche ses engagements et les soutient par l'attribution des moyens nécessaires tels que cahiers des charges, programme, planning, documents contractuels. Il est le garant final des

Atelier Materia

architectes - urbanistes

contact@ateliermateria.com

04 95 78 83 11

226 BD Voltaire 75011 Paris

49 cours Napoléon 20000 Ajaccio



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

« bonnes pratiques » mises en œuvre.

4.3/ Rôle de la maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre désignera un responsable QE. Celui-ci assurera la mission suivante:

- Vérification de la conformité de l'intervention des entreprises avec les exigences de la Charte de « Chantier à faibles nuisances »
- Contrôle du respect des spécificités environnementales et de la conformité des matériaux, produits et composants livrés avec les prescriptions QE
- Définition avec le Responsable Chantier à Faibles Nuisances (RCFN) de la sensibilisation qui sera effectuée auprès des ouvriers
- Définition avec le maître d'ouvrage de la campagne d'information des riverains et des modes de communication.

La maîtrise d'œuvre accompagne le Maître d'Ouvrage et a un rôle pivot de relais entre celui-ci et les entreprises intervenantes avec le responsable « charte de chantier propre ». Elle doit s'engager à inclure dans la rédaction des pièces de leurs compétences les dispositions de la présente charte de chantiers propres, et être acteur de son application. Elle émet un avis concernant les éléments proposés par les entreprises.

4.4/ Rôle du coordinateur CSPS

Comme cela est défini légalement, il coordonne notamment :

- la mise en place de la circulation des véhicules et des personnes sur le chantier,
- les conditions de stockage et d'élimination ou d'évacuation des déchets,
- la maîtrise des nuisances pouvant porter atteinte à la santé des travailleurs.

Il inclut les dispositions de la présente charte dans la rédaction des pièces de sa compétence, et sera acteur de leurs applications sur les chantiers. Il est l'un des interlocuteurs privilégié du responsable de chantier propre.

4.5/ Rôle des entreprises

Les entreprises font appliquer la présente charte auprès de leurs collaborateurs, elles sont responsables de la réalisation des travaux qui leur sont confiés et du bon déroulement du chantier suivant les critères définis dans la présente charte. Elles s'engagent à être force de proposition en termes de méthodologie et de dispositifs à mettre en place pour la maîtrise des nuisances du chantier, et à mettre en œuvre notamment les dispositions retenues dans le marché.

4.6/ Rôle du responsable « charte de chantier propre et à faibles nuisances »

Un responsable « chantier à faibles nuisances » sera désigné et présent sur toute la durée du chantier. Cette responsabilité pourra être attribuée à plusieurs entreprises, à tour de rôle, en fonction des caractéristiques et de l'avancement du chantier. Un planning d'intervention sera établi en phase de préparation du chantier. Les entreprises désignées ainsi que le planning d'intervention pourront être adaptés au cours des travaux.

Le RCFN ainsi désigné assurera le contrôle des engagements communs à l'ensemble des entreprises, contenues dans la charte « chantier à faibles nuisances », pendant toute la durée du chantier.

Dans ce cadre, le RCFN assurera les missions suivantes :

- Participer à la préparation du chantier
- S'assurer du respect de la présente charte à tous les stades de l'avancement du chantier et de la mise en place de procédure de contrôle.
- Effectuer dans le cadre de la réunion de chantier, le point sur la Qualité Environnementale du chantier.
- S'assurer de la bonne gestion des déchets : tri, stockage et suivi de la valorisation et des quantités (bordereau)
- Traiter les remarques extérieures, les consigner sur le registre prévu à cet effet.

Il organisera l'accueil des entreprises et notamment :

- La rédaction et la diffusion d'une brochure d'information à chaque intervenant

L'information et la sensibilisation du personnel des entreprises lors d'entretiens spécifiques

Lors de chaque réunion hebdomadaire de chantier, un point sur le déroulement du chantier sera organisé. Il permettra d'analyser les éventuels incidents environnementaux survenus, les plaintes reçues des riverains, de veiller au tri et à

Atelier Materia

architectes - urbanistes
contact@ateliermateria.com
04 95 78 83 11
226 BD Voltaire 75011 Paris
49 cours Napoléon 20000 Ajaccio



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

la bonne évacuation des déchets de chantier... Un reportage photographique sera remis et commenté lors de cette réunion. Si nécessaire, des actions correctives seront demandées par la maîtrise d'œuvre aux entreprises responsables. Elles devront être réalisées avant la prochaine réunion.
Il sera également chargé d'élaborer le bilan de fin de chantier.

5/ RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés. Ils concerneront la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier. Une liste non exhaustive de ces textes est fournie en annexe.

6/ ORGANISATION DU CHANTIER

6.1/ Propreté du chantier

Lors de la préparation du chantier, seront définies et délimitées les différentes zones (à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de chantier) affectées aux:

- Stationnements
- Cantonnements
- Livraison et stockage des approvisionnements
- Fabrication ou livraison du béton et d'éléments dit en construction humide
- Manœuvre des grues ou des engins de levage
- Tri et stockage des déchets

Un plan indiquant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation sera établi lors de la préparation du chantier.

Le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, sera effectué régulièrement.

Pour la gestion des déchets se référer au paragraphe 12

6.2/ Stationnement des véhicules du personnel de chantier

Le stationnement des véhicules du personnel s'effectuera sur la zone prévue à cet effet, et en aucun cas sur la voie publique en dehors du chantier, afin de ne produire dans les voies d'accès au site une gêne ou nuisance. Se référer au plan d'installation de chantier transmis.

6.3/ Accès des véhicules de livraison

Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier.

Le RCFN MOE devra créer un document décrivant les règles à respecter par les chauffeurs au moment de la livraison. Un plan d'accès au chantier sera également intégré.

Autant que possible, les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances.

L'organisation du chantier devra éviter la marche arrière des camions ou toupies de béton. Des panneaux indiquant l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison seront mis en place.

6.4/ Gestion des ressources

La gestion des ressources requiert un suivi des consommations et la mise en place d'appareils économe en électricité (éclairage, chauffage) et en eau (distribution d'eau potable).

Si l'entreprise en font la demande et en accord avec la Maîtrise d'Ouvrage, une stratégie de récupération des eaux de pluie peut être adoptée notamment pour le nettoyage du matériel, le lessivage des sols, l'arrosage des surfaces. Des bacs de décantation et de traitement des eaux de ruissellement seront alors nécessaires pour préserver les sols des pollutions.

Les systèmes de lavage des véhicules, de lavage des bennes à béton, de lavage des goulottes des toupies devront être conçus de façon à pouvoir réutiliser l'eau après décantation.

Les tuyaux d'eau devront être équipés de raccords rapides qui coupent l'eau automatiquement après déconnexion.

Atelier Materia

architectes - urbanistes
contact@ateliermateria.com
04 95 78 83 11
226 BD Voltaire 75011 Paris
49 cours Napoléon 20000 Ajaccio



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

6.5/ Remise en état des lieux

Dès la fin du chantier, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le responsable « chantier propre », et les entreprises veilleront particulièrement à :

- L'enlèvement de tous les matériaux restants, gravats, panneaux d'identification, au parfait nettoyage de l'ensemble du chantier et des installations annexes y compris la remise des terrains mis à disposition,
- La remise en état du périmètre du chantier (barrières, rebouchage des tranchées, apport de terre si nécessaire, réfection pelouse,...)
- L'enlèvement de toute signalisation temporaire et du balisage des éventuelles déviations de chantiers.
- Nettoyage du parvis et des circulations

7/ INFORMATION DES RIVERAINS DU SITE

L'information des riverains du site sera du ressort du maître d'ouvrage

Le RCFN MOE tiendra à dispositions un registre recueillant les remarques émanant de personnes extérieures au chantier (riverains, élus,...). Il devra répondre aux éventuelles remarques ou plaintes.

8/ INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER

Une réunion d'information aura lieu dès l'ensemble des entreprises désignées, et sera animée par la maîtrise d'œuvre en présence de la maîtrise d'ouvrage.

Les entreprises doivent relayer l'information et prévoir la sensibilisation de tout leur personnel de chantier.

Chaque entreprise devra sensibiliser son personnel quant au tri des déchets, au stockage ordonné des matériaux et déchets ainsi qu'à la propreté du chantier.

Chaque personne du chantier (ouvrier, comme encadrement) doit être de surcroît sensibilisée, en tant que citoyen, à des gestes simples, contribuant à la démarche environnementale globale : surveillance des fuites d'eau dans les cantonnements ou sur le branchement de chantier, extinction des éclairages dans les bungalows la nuit, et réduction du chauffage, extinction des appareils divers dans les bureaux (fax, cafetière, informatique...qui restent trop souvent en veille)...

La sensibilisation associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité.

Chaque entreprise précisera ses modes opératoires pour assurer la sensibilisation et la formation de l'ensemble de son personnel.

9/ LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS

9.1/ Mesures pour limiter le bruit

La réflexion sur la réduction des niveaux sonores est conduite dès la phase préparatoire du chantier. Il s'agira de prévoir des dispositifs ou de mettre en œuvre des dispositions d'aménagement du chantier limitant la propagation du bruit. Ainsi il s'agira d'optimiser la gestion des mouvements des camions, de définir des emplacements protégés pour les tâches bruyantes, de respecter les exigences légales en matière de bruit.

En terme d'organisation, elles gèrent leurs équipes afin de réduire les temps d'exécution des tâches bruyantes, les livraisons seront planifiées et organisées dans l'objectif de réduire les nuisances, et, si nécessaire en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre.

Les riverains sont tenus informés.

Afin de limiter le bruit, les mesures suivantes devront être adoptées :

Les entreprises utiliseront des matériels spécifiques pour limiter les émissions sonores.

Préférer les engins électriques à ceux qui sont pneumatiques. Les engins seront super insonorisés. Utiliser des engins insonorisés (Un marteau piqueur insonorisé émet 100 dB(A) contre 130 dB(A) autrement).

Organiser le chantier pour éviter la marche arrière des camions ou toupies de béton et en informer les fournisseurs

Des contrôles des niveaux de bruit par sonomètre pourront être imposés aux entreprises durant le chantier, à la demande du maître d'ouvrage.

9.2/ Limitation des rejets dans l'air

Les matériels de ponçage et de découpe seront munis d'un aspirateur.

Atelier Materia

architectes - urbanistes

contact@ateliermateria.com

04 95 78 83 11

226 BD Voltaire 75011 Paris

49 cours Napoléon 20000 Ajaccio



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

Les découpes de polystyrène expansé se feront obligatoirement au fil chaud pour limiter la « neige ».
Les bennes à déchets légers ne permettront pas l'envol de poussières et de déchets (bennes fermées). Le déballage des matériaux devra se faire obligatoirement à proximité d'un moyen de collecte interne au chantier ou d'une benne appropriée.
Les boîtes de réservation en polystyrène seront interdites
Tout feu sera interdit sur le chantier.

9.3/ Limitation des émissions de poussières et de boue

La limitation des émissions de poussières et de boues est également liée à la propreté du site et de ses abords, à son maintien en l'état quotidien, voire sans délai.
Ainsi, les entreprises assurent le nettoyage (décroûtage) des véhicules et engins préalablement à leur sortie du chantier. Si nécessaire, des dispositifs de nettoyage sont prévus en sortie de site. Toute infraction notable constatée fera l'objet de pénalités. L'émission de poussières en cas de risques prévisibles peut être évitée par arrosages réguliers du sol. Les matériels produisant de la poussière sont équipés de dispositifs limitant sa diffusion.
Les bennes seront bâchées et les goulottes raccordées par une protection souple aux bennes.

10/ LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL

10.1/ Niveaux sonores des outils et des engins

Le personnel de chantier doit être équipé de protections individuelles adéquates telles que protections auditives et visuelles, casques, gants, pantalons et chaussures de protection, etc. L'entreprise titulaire du marché devra s'assurer que ces protections sont portées correctement et qu'elles sont dans un état correct d'utilisation.
Tout sera mis en œuvre afin d'éviter les chutes de matériel et de prévenir tout risque de chute pour le personnel. Les entreprises s'engagent à former leurs équipes, sous-traitants ou fournisseurs sur les risques encourus, les lésions irréversibles, et à les former.
Les matériels de chantier et engins de terrassement ou levage utilisés devront être conformes à la réglementation en vigueur.

En fonction des caractéristiques du chantier, les entreprises prévoiront :

- D'éviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec
 - D'utiliser des engins insonorisés
 - D'utiliser au maximum les engins électriques
- Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront limités à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil (ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 115 dB [A]).
- Les engins et appareils fixes sont insonorisés.

10.2/ Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Afin de limiter tous risques liés aux produits et matériaux, ceux-ci doivent faire l'objet d'une identification (fiche de donnée sécurité, fiche de déclaration environnementale et sanitaires, fiche matériaux,...), d'une gestion spécifique en fonction des risques, d'un suivi effectué par le responsable de chantier propre.

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées.

Préférer les produits en phase aqueuse plutôt que ceux en phase solvant.

L'utilisation de produits étiquetés : T+ (très toxique), T (toxique) est strictement interdit.

L'utilisation des produits étiquetés : Xn (nocif), Xi (irritant), N (dangereux pour l'environnement) est à éviter. En l'absence de produits de substitution acceptables, le port des protections individuelles (conformément aux prescriptions mentionnées dans le PGC est obligatoire).

11/ LIMITATION DES POLLUTIONS DE PROXIMITE

Tout rejet dans le milieu naturel de produits polluants est formellement interdit

11.1/ Eaux de lavage

Seront mis en place des bacs de rétention pour le nettoyage des outils et bennes par le lot gros œuvre. Seront mis en place des bacs de décantation des eaux de lavage de bennes à béton : après une nuit de décantation, chaque matin,

Atelier Materia

architectes - urbanistes

contact@ateliermateria.com

04 95 78 83 11

226 BD Voltaire 75011 Paris

49 cours Napoléon 20000 Ajaccio



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

l'eau claire sera réutilisée (lavage d'outils, humidification des sols) et le dépôt béton ira dans la benne à gravats inertes.

11.2/ Huiles

Le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents et de tout autre produit de ce type dans le réseau est strictement interdit. Les entreprises prendront les dispositions permettant d'éviter ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé pour les huiles usagées notamment).

L'huile végétale sera systématiquement privilégiée. Les quantités utilisées seront minimisées au strict nécessaire. L'huilage se fera sur une zone étanche où l'huile excédentaire est susceptible d'être récupérée.

La concentration en huile ou en solvant végétal doit être supérieure à 95%.

Ex : OLAXIM BIO 6 de AXIM, DECOFFRE PUR VEGETAL de SIKA, PIERI DECOBIO C13 de GRACE

PIERI, DEM ECO 1 et 3 de CRYSO, BIOPROTEC ou DEMOULUX VG 6 ou MOULDOL BIO 400 de FOSROC Les quantités mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire.

11.3/ Stockage des produits polluants

Le stockage des produits polluants (hydrocarbure, huile...) devra obligatoirement se faire sur des bacs de rétention couverts. Les cuves à double fond doivent également être installées sur des bacs de rétention afin d'éviter la pollution des sols lors du remplissage et du pompage dans la cuve.

11.4/ Gestion des pollutions accidentelles

Une procédure de gestion des pollutions accidentelles pourra être mise en place dès la phase préparatoire du chantier. Le responsable « chantier propre » s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution permettant le traitement des déversements accidentels et d'une bâche étanche mobile. Il sera formé à leur utilisation.

Dans le cas d'un déversement accidentel au réseau d'assainissement, celui-ci devra faire l'objet d'un signallement aux services communaux d'assainissement.

Les terres polluées seront évacuées vers un lieu de traitement agréé.

Les incidents, les mesures correctives prises et les éléments de traçabilité devront être signalés dans le tableau de bord de suivi de chantier.

11.5/ Protection de la biodiversité

Il s'agira ici de mettre en œuvre les procédures de conservation des arbres et végétaux à préserver et à sauvegarder sur l'emprise du chantier et à proximité immédiate dès les phases de préparation du chantier.

Les entreprises ont à leur charge le remplacement des végétaux arrachés pour les besoins du chantier ou détériorés accidentellement par l'exécution des travaux par des espèces identiques ou équivalentes.

Dans le cas d'espaces verts existants, il s'agira, si nécessaire, de clôturer et de protéger du vent ces espaces, et de mettre en place des protections sur les bennes de stockage de déchets afin d'éviter leur dispersion.

La Protection de milieux aquatiques à proximité immédiate de chantier peut se mettre en place par des dispositifs de protection servant de rempart en cas de pollution accidentelle, et disposer des clôtures de chantier en retrait.

11.6/ Limitation des pollutions de proximité sols/air/eaux

D'une manière générale, tout rejet, brûlage, ou enfouissement dans le milieu naturel de produits est formellement interdit. Les rejets d'huiles, lubrifiants, solvants et de tout autre produit susceptible de générer une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel et un risque pour la santé des égoutiers sont strictement interdits.

Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires permettant d'éviter ce type de rejet, récupération et traitement dans un centre agréé notamment.

Aucun dépôt de déblais, de déchets divers ou de matériel n'est toléré en dehors des emprises autorisées.

12/ GESTION ET COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS

12.1/ Normes et réglementation

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs actuellement en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés concernant la gestion des déchets de chantier.

Atelier Materia

architectes - urbanistes

contact@ateliermateria.com

04 95 78 83 11

226 BD Voltaire 75011 Paris

49 cours Napoléon 20000 Ajaccio



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

12.2/ Responsabilité

Chaque entreprise a la responsabilité du ramassage, du tri et de l'acheminement des déchets qu'elle génère vers les bennes de tri disposées sur le chantier, y compris des déchets d'emballage. Les frais engendrés pour le traitement des déchets (location de bennes, enlèvement, tri, traitement) feront partie des dépenses communes du chantier.

12.3/ Collecte sélective des déchets

Les déchets doivent être collectés et triés de manière sélective sur le chantier, selon les opportunités locales de collecte et de valorisation.

On pourra trier :

- Déchets inertes (béton, ciment, maçonnerie, briques...) bois (traité ou non)
- Déchets bois (traité ou non)
- Déchets ferraille
- Déchets d'emballages (papier carton)
- Déchets plâtre / polystyrène/ faux plafonds ... (partenariat avec les industriels)
- Déchets industriels banals (non valorisables)
- Déchets industriels spéciaux (un conteneur pour les déchets solides et un conteneur pour les déchets liquides)

La signalisation des bennes et points de stockage sera mise en place au moyen notamment de logotypes facilement identifiables.

Le dispositif pourra être mis en place selon l'avancement du chantier, et à la demande des entreprises une ou des benne(s) supplémentaire(s) pour trier des déchets particuliers. La responsabilité du tri dans ces bennes sera du ressort de l'entreprise.

Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier.

Elles comporteront :

- Des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail;
- Le transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage des aires centrales de stockage;

Ces aires décentralisées seront en plateau d'intervention au niveau cible du projet, elle seront facilement accessible pour l'aire centrale de stockage à l'extérieur du bâtiment.

12.4/ Limitation des volumes et quantités de déchets

La production de déchets sera réduite à la source :

- En préférant la production de béton hors du site
- En privilégiant la préfabrication en usine (aciers...)

Les gravats de béton seront réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.

Les boîtes de réservation en polystyrène seront interdites.

Les chutes de bois seront limitées par la généralisation de coffrages métalliques

Commande d'éléments découpés en usine pour limiter les chutes sur le chantier

Réflexion sur le système constructif (composants préfabriqués / assemblage en atelier...)

Les emballages seront contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

Une optimisation des modes de conditionnement sera réalisée entre les fournisseurs et les entreprises afin de limiter les pertes et les chutes.

12.5/ Valorisation des déchets

L'objectif de la collecte est de favoriser la valorisation des déchets du chantier (réutilisation, recyclage, valorisation énergétique), de limiter la mise en CET aux seuls déchets résiduels non valorisables.

Un minimum de 50 % de déchets doit être valorisé (rapport à la masse totale des déchets générés). L'obligation de collecte, du tri complémentaire et d'acheminement vers les filières de valorisation, à l'échelle locale, pour les déchets suivants :

- Bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
- Déchets métalliques : ferraille
- Bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités
- Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première ou incinération

Atelier Materia

architectes - urbanistes
contact@ateliermateria.com
04 95 78 83 11
226 BD Voltaire 75011 Paris
49 cours Napoléon 20000 Ajaccio



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

- Peintures et vernis : tri et incinération

12.6/ Traçabilité

L'ensemble des déchets sortant du chantier doivent être accompagnés de bordereau de suivi des déchets (cf. modèle en annexe) afin de s'assurer de leurs destinations.

L'ensemble des bordereaux d'évacuation des déchets seront collectés par le responsable de chantier à faibles nuisances et transmis périodiquement à la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise de traitement désignée par le maître d'ouvrage devra transmettre les bordereaux d'enlèvement (et les bordereaux de suivi de déchets) régulièrement et signifier immédiatement tout défaut de tri.

Si les erreurs se répètent, malgré la signalétique sur les bennes, et les rappels d'information qui pourront être fait, la surfacturation des bennes découlant de ces erreurs pourra être directement imputée à l'entreprise « propriétaire » des déchets mis en cause.

Cette entreprise devra un suivi des volumes de déchets évacués, par type, et également un suivi de la valorisation.

13/ VISITES DE CHANTIER

Une évaluation par des visites de chantier in-situ ou la réalisation d'audits de chantier (suivant le choix de la maîtrise d'ouvrage) peut être mise en place par le Maître d'Ouvrage. Chaque visite fait l'objet d'une fiche d'observations et/ ou de non-conformités. Les visites peuvent avoir lieu à n'importe quel moment, sans prévenir préalablement le Maître d'œuvre. Si des manquements relatifs à la présente charte sont constatés, le maître d'ouvrage avertira les acteurs concernés par tous les moyens à sa disposition. Si nécessaire, une contre-visite viendra lever les non-conformités constatées.

14/ GARANTIES ET PÉNALITÉS

Les entreprises sont en tout premier lieu concernée par la « charte de chantiers propres » et « à faibles nuisances ». Aussi, il est précisé que les entreprises s'exposent, dans le cas d'un non-respect de la charte, dans un premier temps au principe de l'action correctrice immédiate à leurs frais, puis dans un second temps, suite à un éventuel constat de manquements graves ou récurrents, et dans le cas où ceux-ci ne seraient pas réglés dans un délai défini par la mise en place d'actions correctives, des pénalités peuvent être appliquées aux entreprises. Les dispositions et conditions d'application des pénalités sont à mettre en œuvre par la maîtrise d'ouvrage si elle le souhaite.

Afin de prémunir le maître d'ouvrage de pratiques inadaptées et peu préservatrices de l'environnement, un dépôt de garantie peut être prévu au démarrage des travaux. Le montant et les conditions de restitution sont à définir par le maître d'ouvrage.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

SIGNATURE

La présente charte marque la volonté et l'engagement de tous les acteurs du chantier de s'engager dans une démarche qualitative de développement durable et d'amélioration continue.

Chacun atteste par sa signature qu'il a pris connaissance de la charte « chantier propre et à faibles nuisances » et prend l'engagement de la respecter. Chaque signataire de la présente charte a reçu un exemplaire avec les annexes et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour observer ces prescriptions.

Lu et accepté :

À, le

L'entreprise soumissionnaire :

La maîtrise d'ouvrage :

La maîtrise d'oeuvre :



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Délégation interrégionales d'Aix-en-Provence
350 av. du Club Hippique - Immeuble « Le Praesidium » CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2
vianney.dupommier@justice.gouv.fr
06 12 03 33 79
Le 26/02/2025

ANNEXES

Exemple de bordereau de suivi



ATELIER MATERIA
ARCHITECTURE — URBANISME

NOM ENTREPRISE

Adresse
00000 VILLE
00 00 00 00 00
Le 02/02/2024

BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS INERTES OU DÉCHETS NON DANGEREUX

22047-EQQ - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE À SOLENZARA

BORDEREAU N° DATE D'ÉMISSION :/...../.....

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

NB-1 exemplaire à conserver par l'entreprise

NB-2 exemplaire à conserver par le collecteur - transporteur

NB-3 exemplaire à conserver par l'éliminateur

NB-4 exemplaire à retourner dûment complété au maître d'oeuvre et au maître d'ouvrage

DÉNOMINATION DU DÉCHET

Dénomination usuelle du déchet : Rubrique déchet :

Conditionnement : ☐ Benne ☐ GRV ☐ Fût ☐ Bac ☐ Big Bag Nombre de colis : Quantité estimée :

Tonnes : Remarques :

MAÎTRISE D'OUVRAGE

SIRET :

Adresse :

Représentant :

Correspondant :

Nom du chantier :

Adresse chantier :

Date : / /

Dénomination :

Tel :

Mail :

Visa :

ENTREPRISE - LOT N°

SIRET :

Adresse :

Correspondant :

Lot concerné :

Date : / /

Dénomination :

Tel :

Représentant :

Mail :

Visa :

COLLECTEUR

SIRET :

Adresse :

Correspondant :

Lieu de prise en charge :

Date : / /

Dénomination :

Tel :

Représentant :

Mail :

Conditions :

Visa :

RÉCEPTION

SIRET :

Adresse :

Correspondant :

Quantité reçue :

Date : / /

Dénomination :

Tel :

Code D/R :

Visa :

Représentant :

Mail :

Atelier Materia
architectes - urbanistes
contact@ateliermateria.com
04 95 78 83 11
18 rue Pasquier 75008 Paris
49 cours Napoléon 20000 Ajaccio

Atelier Materia
architectes - urbanistes
contact@ateliermateria.com
04 95 78 83 11
226 BD Voltaire 75011 Paris
49 cours Napoléon 20000 Ajaccio